

Dépôts :

Le 26 mars 1946, une proposition de loi tendant à assurer le rétablissement de la légalité républicaine, n° 753. — Le 25 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Robert Schuman et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'ordonnance du 4 octobre 1944 sur l'internement administratif des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique, n° 1202.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) **RADIODIFFUSION** : *Discussion générale* : *Crédits affectés à la télévision* (A. de 1945, p. 662); — de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits : Art. 33 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 969); Du Président de la République : Art. 98 : *Son amendement* : (p. 1874); Articles réservés : Art. 110 : *Son amendement* (p. 2001); — d'une proposition de loi de MM. Rose et Lacroix relative à l'organisation et au fonctionnement de la Haute Cour de justice, en qualité de *Vice-président* de la Commission de la justice : *Discussion générale* (p. 2220); — d'une proposition de loi de M. Dominjon relative à l'organisation et au fonctionnement de la Haute Cour de justice : *Discussion générale* (p. 2221). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 1260).

GROS (M. Antonin), Député du département de l'Hérault.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 31 décembre 1945, une proposition de loi tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles, n° 259. — Le 14 mars 1946, une proposition tendant à inviter le Gouvernement à généraliser le déblocage du pécule viticole pour

la récolte de 1945 et à l'incorporer dans le prix du vin payé directement au producteur pour la récolte de 1946, n° 673. — Le 11 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi relatif à la date d'application des arrêtés portant fixation des salaires en agriculture, n° 983. — Le 16 avril 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 7 juillet 1945 portant constitution de commissions paritaires du travail en agriculture, n° 1051.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) **AGRICULTURE** (A. de 1945, p. 467); — du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 15 : *Son amendement* (p. 1299). — Est entendu pour un rappel au règlement (p. 1450).

GROÛES (M. l'abbé Pierre), Député du département de Meurthe-et-Moselle.

Son élection est validée (A. de 1945), p. 45. — Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 26 décembre 1945, une proposition de loi tendant à octroyer aux combattants volontaires de la Résistance les avantages qui leur sont dus, n° 205. — Le 5 avril 1946, une proposition de loi tendant à établir le statut des Réfractaires au service du travail obligatoire, n° 901.

Interventions :

Est entendu au cours de la discussion des conclusions du rapport du 2^e Bureau sur les opérations électorales du département du Cantal (invalidation de M. Camille Laurens) (A. de 1945, p. 263 : *Sa motion tendant à invalider les porteurs de francisque* (p. 264); *Motion de M. Parent ayant le même objet* (p. 266). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'exercice 1946 : *Amendement de M. Capdeville* (p. 734);

— du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Ses explications de vote sur l'ensemble* (A. de 1946, p. 1220); — d'un projet de loi portant amnistie : Art. 16 : *Amendement de M. Houcke* (p. 1755). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1760).

GRUMBACH (M. Salomon), Député du département du Tarn.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères (A. de 1945, p. 145).

Dépôts :

Le 9 avril 1946, un rapport général au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones françaises d'occupation d'Allemagne et d'Autriche, n° 959. — Le 24 avril 1946, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant le Gouvernement provisoire de la République à ratifier les amendements à la constitution de l'organisation internationale du travail adoptés par la 27^e session de la Conférence internationale du travail, n° 1189. — Le 25 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi portant approbation du traité franco-chinois de renonciation à l'extraterritorialité et aux droits y relatifs conclu à Tchongking le 28 février 1946 entre la France et la Chine, n° 1216. — Le 25 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi portant approbation de l'accord franco-chinois sur les relations sino-indochinoises conclu à Tchongking le 28 février 1946, entre la France et la Chine, n° 1217.

Interventions :

Demande à interpeller sur la politique que le Gouvernement compte suivre pour empêcher que l'Allemagne puisse redevenir un danger pour la paix du monde et la sécurité de la France (A. de 1946, p. 3); développe cette interpellation (p. 52 et suiv.); — Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission parlementaire d'enquête dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et

d'Autriche, en qualité de *Président de la Commission*: *donne lecture du rapport* (p. 2207);
= S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

GUÉRIN (Mme Lucie), Député du département de la Seine-Inférieure (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommée membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139).
— Est nommée juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 28 février 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de Mme Denise Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux déportés et internés politiques une prime de retour de déportation de 10.000 francs, ainsi qu'un pécule égal au montant du salaire moyen départemental pour chaque mois de captivité ou d'internement, et à accorder une aide aux familles des disparus (1^{re} partie — Déportés politiques), n° 548. — Le 20 avril 1946, une proposition de loi tendant à organiser l'enseignement spécial des enfants déficients, anormaux et délinquants, n° 1151. — Le 23 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur le projet de loi portant remise en vigueur, modification et extension de la loi du 24 juin 1919 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, n° 1169.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils): LOI DE FINANCES: *Son amendement à l'article 50* (A. de 1945, p. 324); PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS: *Discussion générale*; *Situation faite aux réfractaires et maquisards* (p. 623); EDUCATION NATIONALE: *Discussion générale*; *Situation des normaux* (p. 635).